

THEME : l'adage selon lequel nul « n'est censé ignorer la loi » peut-il œuvrer avec succès à la finalité du droit africain ?

Madame la présidente, honorables membres du jury, avant de commencer ma plaidoirie, permettez-moi de vous adresser mes salutations. Je suis KONGNA Gnimpal Raïssa, appelée à défendre la position négative du sujet ainsi libellé : L'adage selon lequel « nul n'est censé ignorer la loi » peut-il œuvrer avec succès à la finalité du droit africain ? Lorsque l'on prend connaissance de ce sujet, on pense immédiatement que la position affirmative s'impose, mais chers membres du jury, cela n'est pas mon opinion, car j'estime que l'aspect négatif contenu dans cet adage mérite d'être tout autant défendu.

Le terme adage renvoie à la notion d'une maxime pratique ou juridique, ancienne et populaire. Le verbe ignorer veut dire : Ne pas connaître l'existence de quelque chose, ou ne pas connaître véritablement une chose. D'un point de vue juridique, la loi est définie comme étant une règle de droit écrite, générale et permanente adoptée par le parlement selon la procédure législative établie par la constitution. Chers membres du jury, la loi est conçue comme étant l'émanation de la volonté générale, c'est-à-dire celle des citoyens, mais je tiens à souligner que la loi est élaborée par les parlementaires et non par les citoyens eux-mêmes ; car si la population édictait les lois, elle ne les ignorerait pas et le sujet de ma plaidoirie serait alors sans intérêt. Le droit africain a pour finalité d'être efficace et de permettre à la loi d'avoir pleinement son effet.

Chers membres du jury, compte tenu de l'immensité et de la diversité du droit africain, il serait souhaitable que nous traitions du droit qui nous concerne le plus : Le droit togolais.

A l'origine, cet adage romain ne visait que la loi pénale. Par exemple, un voleur ne pouvait avancer qu'il ignorait que le vol était puni d'une peine d'emprisonnement pour échapper à la sanction. Mais, plus tard, son domaine d'application s'est étendu à tous les domaines du droit sans exception.

Chers membres du jury, cet adage est une fiction juridique, qui a pour but unique d'assurer l'efficacité de la loi. Ce n'est donc pas une réalité ; le législateur français reconnaît qu'il s'agit d'un artifice et la preuve est qu'il a été retiré du code civil français en 1852, vu son irréalisme. Il faut donc légitimement soutenir que cet adage ne peut pas œuvrer avec succès à la finalité du droit africain, spécialement du droit togolais, si cela n'arrive pas à se faire en Europe, d'où il a été importé.

Madame la présidente, honorables membres du jury, une question s'impose alors : Si nul n'est censé ignorer la loi, tout togolais peut-il connaître toutes les lois qui s'appliquent à lui ? A cette question posée, l'on répondra par la négative, et cela se justifie d'une part, sur le contenu de la loi(I) ; et d'autre part sur la forme(II), c'est-à-dire l'accès à la loi et le langage de la loi.

I-Sur le contenu de la loi

D'une part, qu'il plaise au présent jury de constater qu'il existe au sein de l'ordonnement juridique togolais une diversité de sources et une diversité de domaines.

Au Togo, nous la constitution, les lois civiles, les décrets, les arrêtés. En plus de ces règles nationales, nous avons les règles communautaires comme celles de l'UEMOA, de la CEDEAO, de l'OHADA.

En dehors de toutes ces règles, il existe des accords internationaux, auxquels divers pays africains sont parties, et c'est le cas du Togo. Il faut ajouter que le code civil togolais est composé de 2281 articles et bien sûr toutes ces règles sont censées ne pas être ignorées de tous. Et n'oublions pas les actes uniformes du code OHADA, qui regorgent au total 2803 articles. Mes dames et messieurs, qui dans cette salle peut prétendre connaître toutes ces règles ? Même le plus éminent juriste ne saurait relever ce défi, et qu'en serait-il alors d'un profane, de celui qui n'est pas juriste ? Chers membres du jury, ceci n'est pas un affront destiné aux juristes, mais uniquement le constat d'une triste réalité, car moi-même je suis appelée à devenir juriste.

Il existe également des lois dans différents domaines, qu'on peut scinder en deux parties : les règles de droit public et celles de droit privé. En droit public, il y'a des règles de droit administratif, de droit public économique.... Quant aux règles de droit privé, on distingue celles de droit commercial, de droit des sociétés et d'autres encore.

En droit international, uniquement en droit du travail, le Togo a ratifié plus de 28 conventions. Et ce n'est pas tout : il faut également citer les conventions ratifiées en matière de droits de l'homme, de droit maritime. Chers membres du jury, excusez-moi, mais le simple fait d'imaginer que le togolais moyen pourrait être en mesure de connaître toutes ces règles relève d'une pure ironie. Il s'agit d'un euphémisme.

Pour ce qui est des décisions de justice, elles constituent une source du droit, que l'on appelle la jurisprudence. Sur ce point, comment le togolais moyen pourrait-il avoir constamment accès aux décisions de justice ? Comment un profane peut-il faire la différence entre une décision de

justice qui pose un principe de droit et une autre qui n'en pose pas, si cela n'est pas des fois aisé pour le juriste lui-même ?

II-Sur la forme

D'autre part, sur l'accès à la loi et le langage de la loi, pour permettre à la population d'avoir accès aux informations juridiques, il a été décidé que les lois et toutes les autres informations juridiques seraient publiées dans un journal spécial appelé : Le journal officiel.

L'on pourrait immédiatement se réjouir et soutenir que cela permettrait aux togolais de ne pas ignorer la loi, et que ceux qui seraient dans cette situation d'ignorance l'auraient eux même souhaité ; car refusant de se procurer le journal officiel. Mais, chers membres du jury, revenons à nos réalités, car l'accès à la loi est vraiment difficile.

Pour se procurer la version papier du journal officiel, le site du journal en question précise qu'il faut s'adresser à la direction d'EDITOGO. Dans cette situation, il est crucial de se demander comment le citoyen togolais pourrait-il avoir accès facilement à la loi, sachant bien sûr que toute la population togolaise n'habite pas à Lomé ?

Certaines personnes affirmeraient que de nos jours, la loi est disponible sous forme numérique. Mais combien ont accès à l'internet qui est comme un luxe, dans un pays où le salaire minimum légal est de 35.000FCFA ; alors que d'autres gagnent même moins de 35.000FCFA et qu'il faut avoir au minimum un smartphone à défaut d'un ordinateur pour être en mesure d'avoir accès aux informations juridiques.

Chers membres du jury, il est à préciser que la loi est rédigée dans un vocabulaire uniquement propre aux juristes, de telle sorte qu'il faut avoir recours aux services d'un juriste pour être en mesure de comprendre ses droits et ses obligations. Mes dames et Messieurs, lorsque je vous dis par exemple que : « La grosse est une expédition particulière de la minute », quelle réflexion immédiate cela engendre en vous ? Puissiez-vous comprendre cela sans que l'on ne vous l'explique ? Encore mieux, ici je me retrouve devant un public instruit ; ailleurs, l'on m'aurait traité de folle. C'est pour cela que le juriste Jean GRIDEL, auteur de cette citation affirmait que déclarer cela devant un auditoire non averti, non juriste le conduirait à se demander quel serait l'établissement psychiatrique le plus adapté à votre cas ; et cela serait justifié.

Honorables membres du jury, j'ai bien peur que la loi ne soit devenue une volonté des juristes, car elle n'est pas rédigée dans un langage accessible à tous, mais dans un langage purement juridique. Or l'apprentissage de ce vocabulaire passe nécessairement par l'apprentissage du droit, ce qui reviendrait à affirmer que l'adage selon lequel nul n'est censé ignorer la loi n'œuvrerait à l'efficacité du droit togolais, que si tous les togolais devenaient juristes.

Madame la présidente, chers membres du jury, face à toutes ces difficultés, un défi majeur reste à être relevé et c'est celui de traduire la loi dans nos langues nationales. Et ce n'est qu'après cela chers membres du jury, que l'adage selon lequel : « nul n'est censé ignorer la loi » pourrait peut-être, je dis bien peut-être car ce n'est pas une évidence, œuvrer avec succès à la finalité du droit africain, en l'occurrence du droit togolais, qui pour le moment est loin d'être parfait.

Je vous remercie.

Raïssa Gnimpal KONGNA